



IL EXISTE DÉSORMAIS UN POTENTIEL DE DISPONIBILITÉ DE LA RESSOURCE EN EAU NON CONVENTIONNELLE POUR S'ADAPTER AU STRESS HYDRIQUE.

Traitement des eaux usées

Lydec veut partager son SAP

● Depuis la mise en service du SAP, les choses ont radicalement changé. La zone Est du littoral du Grand Casablanca est presque complètement débarrassée de ses eaux usées et de leur charge polluante. Le milieu récepteur marin est quasiment assaini, l'environnement du littoral respire et les activités touristiques et économiques ont les coudées franches pour se développer.

Lydec désire partager le Système anti-pollution (SAP) qu'elle a mis en place dans le secteur Est du littoral du Grand Casablanca avec les autres entreprises chargées de la gestion et de la distribution de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement. C'est en substance le message que son directeur général, Jean-Pascal Darriet, a voulu faire passer lors de la rencontre organisée vendredi dernier à son siège avec la Coalma (Coalition marocaine pour l'eau). Selon le DG de Lydec, «le Système anti-pollution Est (Sap Est), inauguré par le roi Mohammed VI en mai 2015, est une contribution concrète à la préservation du littoral et des océans. Dimensionné pour une charge polluante équivalente à 5,5 millions d'habitants, sa construction reste à ce jour le plus

important investissement jamais réalisé par Lydec, pour un montant de global de 1,45 MMDH. Collectant et traitant les eaux usées de l'ensemble du littoral Est du Grand Casablanca, soit plus de 24 km de côtes où sont concentrées plus de 80% des industries de la région, elle a permis, en complétant le dispositif Ouest déjà existant, d'assurer une dépollution de 100% du littoral casablancais». En effet, avant le déploiement du SAP, le littoral Est de Casablanca, c'est-à-dire celui allant du port de Casablanca à Mohammedia, était une zone hautement polluée. Celle-ci recevait tous les rejets d'eaux usées des unités industrielles, représentant 80% des installations industrielles du Grand Casablanca, soit un volume d'eaux usées de 250.000 m³/j. Pire, ces rejets au bord de la mer

se faisaient sans traitement à travers 8 intercepteurs, avec de fortes quantités de produits toxiques. Par conséquent, la qualité des eaux de baignade obtenue entre mai 2006 et février 2011 laissait à désirer. Des plages Nakhla à Oued Hamimoun, ces eaux étaient toujours classées au mieux de moyenne qualité et au pire de mauvaise qualité. S'agissant de la qualité des eaux souterraines, 92% des points de mesure ont montré l'existence d'une pollution bactériologique dominée à plus de 80% par une pollution azotée. De nombreux pompages particuliers existaient certes à cette époque, mais ils n'étaient pas répertoriés, et il est fort probable que les rejets aient directement eu lieu dans des puits, ce qui expliquait la forte dégradation des nappes phréatiques. Face à cette

situation alarmante, il fallait donc agir pour plusieurs raisons, explique Lydec. La première d'entre elle était la nécessité d'améliorer les conditions d'hygiène et de santé de la population riveraine. Ensuite, il fallait rapidement protéger la population et le littoral du secteur Est de Casablanca de la pollution liquide due aux rejets d'eaux usées brutes, notamment ceux des industriels. Il était aussi question d'améliorer la qualité des eaux du littoral pour permettre l'exploitation sans risques des ressources halieutiques et le développement des activités touristiques. Et ce, tout en préservant le système d'assainissement existant et la garantie de la pérennité de son exploitation. Sans oublier la généralisation du réseau d'assainissement pour l'amélioration du cadre de vie et l'accompagnement du développement de la zone et le raccordement des eaux usées des nouvelles zones d'aménagement urbain sur les intercepteurs et éviter les rejets directs en mer, tout en répondant aux nouvelles normes de rejet d'eaux usées dans le milieu marin. Depuis la mise en service du SAP, les choses ont radicalement changé. La zone Est du littoral du Grand Casablanca est presque complètement débarrassée de ses eaux usées et de leur charge polluante. Le milieu récepteur marin est quasiment assaini, l'environnement du littoral respire et les activités touristiques et économiques ont les coudées franches pour se développer. En effet, au niveau hydrique, il y a désormais un potentiel de disponibilité de la ressource en eau non conventionnelle pour s'adapter au stress hydrique. Concernant le domaine énergétique, il pourrait y avoir un potentiel de production d'énergie à partir du biogaz. ●